

France-Rwanda : Le chef de l'armée sous Mitterrand pour l'ouverture des archives

@rib News, 22/05/2018 Source Reuters L'amiral Jacques Lanxade (photo), chef d'état-major des armées sous François Mitterrand (1991-1995), demande l'ouverture des archives militaires sur l'opération "Turquoise" au Rwanda pour démontrer que l'armée française n'a rien à se reprocher.

Le président rwandais Paul Kagame, au pouvoir depuis avril 2000, sera reçu mercredi par Emmanuel Macron à l'Élysée dans le cadre d'une visite de deux jours à Paris où il participera notamment au salon Viva Technology. "Le problème auquel le président Macron va être confronté, ce sont les fortes pressions en France pour normaliser les relations avec le Rwanda", souligne l'amiral Lanxade dans un entretien paru mardi dans Le Monde. Le président français a amorcé un rapprochement avec Paul Kagame, ancien dirigeant de la rébellion tutsie durant le génocide de 1994, après des années de tensions liées à l'assassinat le 6 avril 1994 du président hutu rwandais Juvenal Habyarimana, considéré comme le facteur déclencheur du génocide qui a fait au moins 800.000 morts, essentiellement de la minorité tutsie. Le chef de l'Etat rwandais a toujours nié toute responsabilité dans l'assassinat, qui a fait l'objet d'une enquête de la justice française. La France avait lancé en juin 1994 l'opération militaro-humanitaire "Turquoise" sous mandat de l'Onu "pour mettre fin aux massacres partout où cela sera possible, éventuellement en utilisant la force". Plus de vingt ans après, la politique n'est toujours pas teintée sur le rôle de la France dans le génocide et des actions en justice ont été engagées pour "complicité de génocide et complicité de crimes contre l'humanité". "On peut dire qu'on n'aurait dû faire ça: c'est le jugement du président Sarkozy sur la politique de Mitterrand. Les gouvernements français successifs se sont trouvés face à cette difficulté: d'un côté, la volonté de rétablir des relations normales avec le Rwanda", observe l'amiral Lanxade. "Nous n'avons rien à nous reprocher", affirme celui qui mit en œuvre "Turquoise", plaidant pour l'ouverture des archives militaires face à des politiques qu'il ne comprend pas. "Il n'y a pas de secrets qui doivent être préservés." "Notre mission était d'arrêter les massacres. Point à la ligne. Je ne voulais pas que nous puissions nous trouver impliqués dans les combats", explique-t-il. "Nous avons été les seuls à intervenir et à sauver des gens!" L'officier de 83 ans déplore que "les autorités françaises ne couvrent pas assez les militaires en opération." "Que les autorités mènent des enquêtes, d'accord. Ensuite, l'Etat doit assumer sa responsabilité politique", estime-t-il. "Dans le cas du Rwanda, on a laissé des officiers être attaqués en justice. (...) Ils se sont retrouvés seuls face à ces attaques. Cela ne se passerait pas comme ça aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. La France ne soutient pas ses soldats". "Les militaires français vont attendre du président (Macron) qu'il prenne la défense des soldats français et de leur action. Je lui fais a priori confiance pour trouver la formule, mais l'amnistie n'est pas une solution. Le gouvernement français doit faire admettre que nous sommes intervenus pour arrêter les massacres", dit-il.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});